

CROISSANCE ÉCONOMIQUE TURQUE : AUX SOURCES DES "DIX GLORIEUSES"

74 millions d'habitants, une puissante industrie automobile, un PIB par tête qui la place en seconde position des grands émergents derrière la Russie : il y a loin, très loin, de la Turquie d'aujourd'hui, à celle, autarcique, des débuts de la République, qui n'abritait en 1923 que 14 millions d'habitants, dont trois quarts de paysans illettrés. La plongée aux sources de sa vitalité montre que le "modèle turc" résulte d'une lente et tâtonnante construction d'un régime démocratique et d'une économie de marché tout à fait spécifiques. Aussi du pragmatisme vertueux dont a su faire preuve, sur le plan économique, le parti islamiste au pouvoir depuis dix années qui s'avèrent "Dix glorieuses" mais débouchent sur des inquiétudes.

■ L'ancien "homme malade de l'Europe"

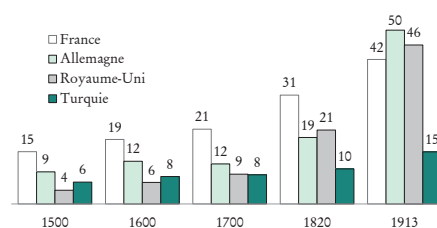
En ce début du XXI^e siècle, la Turquie est une économie émergente qui compte. Membre du G20, elle figure aussi parmi les vingt principaux contributeurs du FMI, auprès duquel elle était un emprunteur chronique. En 2011, avec un PIB par tête de 13 500 dollars (en parité de pouvoir d'achat), le revenu moyen de la Turquie est le second plus élevé des grands émergents derrière la Russie. Enfin, sa population de 74 millions d'habitants fait de la Turquie le troisième pays le plus peuplé d'Europe, après la Russie et l'Allemagne.

Cette puissance démographique est d'autant plus remarquable que le premier des maux dont souffrait "l'homme malade" de l'Europe, comme fut dénommé l'Empire ottoman du début du XX^e siècle, était sa sous-population. En 1913, sur le territoire actuel de la Turquie, d'environ 800 000 km², vivaient seulement 15 millions d'habitants, alors que les territoires sensiblement moins vastes de la France (550 000 km²), de l'Allemagne et du Royaume-Uni abritaient chacun entre 40 et 50 millions de personnes (graphique 1). Cette sous-population tenait aux guerres, aux épidémies et aux crises de subsistance qui durant les trois siècles précédant la chute de l'Empire, en 1918, avaient affecté le pays.

La faiblesse du facteur travail a sérieusement limité la croissance de l'économie ottomane qui, de surcroît, a raté le train de la première révolution industrielle. Les produits textiles fabriqués dans l'Europe du XIX^e siècle ont aisément concurrencé l'offre artisanale des régions du monde moins développées mais ouvertes au libre-échange, tel l'Empire ottoman où se produisit une sévère désindustrialisation,

plus forte que celle qu'ont connue l'Inde, l'Indonésie ou le Mexique. L'Empire se spécialisa alors dans les produits agricoles dont les exportations lui procurèrent de quoi financer les importations de produits industriels européens. Il s'ensuivit un découplage entre les dynamiques économiques ottomane et mondiale : entre 1700 et 1913, la population a augmenté 1,7 fois plus dans le monde qu'en Turquie ; le PIB, 2,3 fois plus ; et le PIB par tête, 1,3 fois plus (graphique 2)¹. Lorsque l'Empire contracta, à partir de 1854, de lourds emprunts auprès de l'étranger pour financer la guerre de Crimée (1853-56), la guerre russo-ottomane (1877-78) et différentes réformes de l'appareil d'État, il mit sa souveraineté en péril. Son incapacité à rembourser ses dettes le contraignit d'accepter, en 1881, l'établissement à Istanbul de l'Administration de la dette générale dont le conseil de direction comprenait, parmi sept membres, cinq représentants des États

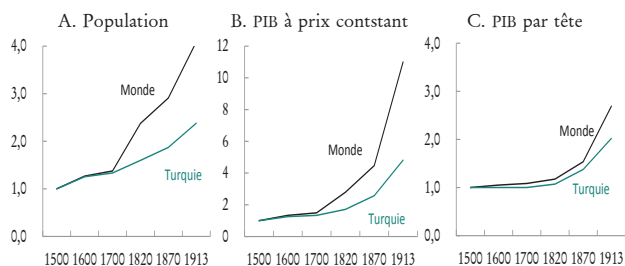
Graphique 1 – Population sur le territoire ottoman correspondant à l'actuelle Turquie comparée à celles des grands pays européens (millions)



Source : A. Maddison, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD University of Groningen.

1. Ce point est davantage développé dans D. Ünal (2012), "Aux sources du dynamisme économie turc", *Confluences Méditerranée*, n° 83, automne.

Graphique 2 – Croissance de la population, du PIB et du PIB par tête (an 1500=1)



Source : A. Maddison, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD University of Groningen.

prêteurs européens : un allemand, un anglo-hollandais, un autrichien, un français et un italien. État dans l'État, forte de milliers d'employés, cette institution gérait les recettes impériales sur lesquelles elle prélevait les remboursements de la dette. En 1912, ceux-ci représentaient 31,5% des recettes fiscales. L'institution perdura jusqu'à la chute de l'Empire, son démembrement et l'occupation par les forces alliées. Contre celles-ci, et celles du sultan, prit corps en Anatolie une rébellion qui se transforma en Guerre d'indépendance (1919-1922) sous le commandement de Mustapha Kemal Pasha, Atatürk, père fondateur de la République. Le contexte de la désagrégation de l'Empire et l'obligation d'endosser la dette ottomane (dont les remboursements ne prirent fin qu'en 1954) pesèrent sur les stratégies de développement suivies par la Turquie moderne.

2

■ 1923-1980 : de l'étatisme au marché

Après avoir reconquis le noyau de l'ancien Empire que constituent l'Anatolie et la Thrace orientale, la jeune République s'engage sur un long chemin d'auto-construction. S'estimant trahie par ses voisins arabes, qui ont préféré s'en remettre aux puissances chrétiennes plutôt que de rester sous domination ottomane, elle leur tourne alors le dos. De même fait-elle à l'égard de l'Islam qui lui paraît rétif à toute réforme et sur lequel elle rejette la responsabilité de la décadence impériale. Ainsi elle abolit le califat pour instaurer un régime laïque et renonce à l'alphabet arabe au profit du latin. 1923, l'année de sa fondation, apparaît comme l'an I d'une révolution visant à faire de la Turquie un état moderne européen.

En 1923, sa population, rurale à 76%, n'est que de quatorze millions d'habitants (tableau 1) dont 50% ont moins de 22 ans et 81% sont illettrés. L'amélioration des conditions de vie et l'éducation sont érigées en priorités. Le nouveau régime emprunte avec pragmatisme aux modèles de l'Ouest comme de l'Est. La reconnaissance, pour la première fois en terre turque, de la propriété privée et des droits de l'homme porte la marque du premier modèle. Il en va de même de la constitution, du code civil et des lois sur le commerce, l'endettement, la faillite ou la comptabilité. Mais c'est avec l'aide du voisin soviétique que, sous l'égide du Parti républicain du peuple (CHP), l'on s'attelle à la création d'infrastructures qui conditionne le développement.

Le capital humain de la nouvelle nation est essentiellement composé de paysans et de fonctionnaires. D'autant que, sous l'Empire, les

affaires politiques, militaires et agricoles incombait aux sujets turcs, tandis que l'artisanat, les rudiments d'industrie, le commerce et la finance relevaient des minorités non musulmanes dont le nombre drastiquement diminué dans la tourmente du début du XX^e siècle. C'est donc sur ses fonctionnaires, qui sont lettrés contrairement aux masses paysannes, que le nouveau régime doit s'appuyer pour équiper et industrialiser le pays, à l'instar de ses homologues soviétiques et chinois. Mais il adopte, quant à lui, la propriété privée, en sorte que la démarche suivie par la Turquie s'apparente davantage à celle de l'Inde.

Tableau 1 – Turquie, indicateurs de PIB et de population

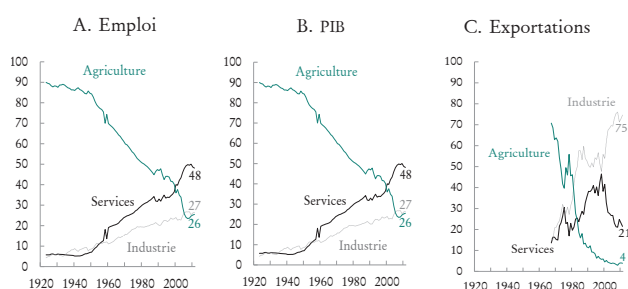
	1923*	1950	1980	2011
Population, millions d'habitants	14	21	44	74
Age médian de la population	21	20	25	30
Pourcentage des illettrés (> 6 ans)	81	67	33	5
Pourcentage de la population rurale	76	75	56	23
PIB, milliards \$, prix constants, PPA 2	16	56	263	992
PIB par tête, \$, prix constants, PPA 20	1 175	2 677	5 952	13 456
en % des pays à haut revenu		38	31	40
en % du monde		100	98	133
en % des pays à revenu bas et moyen		239	224	244
Croissance annuelle moyenne (%)	1923-50	1950-80	1980-11	1923-11
Population	1,6	2,5	1,7	1,9
PIB, prix constants	4,7	5,3	4,4	4,8
PIB par tête, prix constants	3,1	2,7	2,7	2,8

* L'année de départ est 1927 pour la part de la population rurale ; 1935 pour l'âge médian et le pourcentage des illettrés dans la population.
Sources : TUIK, Statistical Indicators, 1923-2010 & Turkey's Statistical Yearbook, 2011 ; CEPII, base de données CHELEM-PIB ; A. Maddison, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD University of Groningen.

La stratégie de développement du nouveau pouvoir est basée sur une industrialisation par substitution aux importations de certains produits, d'abord de première nécessité : fils, tissus, papier, cellulose, verre, ciment, semi-coke, produits de la transformation du fer et de l'acier, etc.. De hautes barrières douanières sont instaurées sur les produits de consommation afin de protéger de la concurrence étrangère les industries naissantes et de satisfaire par des produits nationaux la demande intérieure. Ces efforts d'industrialisation nécessitent d'importer machines et pièces détachées avec les devises provenant pour l'essentiel des exportations agricoles. En 1950, date à partir de laquelle la réallocation des bras de l'agriculture vers l'industrie et les services s'accroît fortement et régulièrement jusqu'à aujourd'hui, l'agriculture emploie encore 84% des actifs mais ne génère que 42% du PIB (graphique 3). Les fondateurs de la Turquie n'en ont pas moins réussi à implanter de grandes entreprises publiques industrielles, notamment minières et sidérurgiques, à installer de nouvelles lignes de chemins de fer et à ouvrir massivement des écoles, sans déséquilibrer les finances publiques.

En dépit de sa gestion budgétaire rigoureuse et des avancées socio-économiques qu'il a permises depuis 1923, le CHP est désavoué aux premières élections multipartites en 1950. S'adressant prioritairement à la population rurale qui s'estime délaissée dans un effort d'industrialisation colossal, le Parti démocrate (DP) l'emporte largement en promettant de privatiser les entreprises publiques et de promouvoir l'agriculture. Cette stratégie est couronnée de succès pendant quatre ans. Puis la détérioration des termes de l'échange change la donne. De libéral, le gouvernement d'Adnan Menderes se fait alors populiste en finançant à perte le soutien des prix agricoles ; il

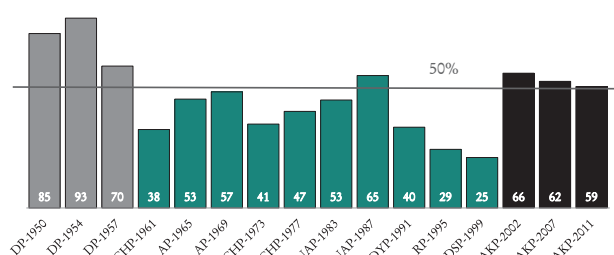
Graphique 3 – Turquie : structure sectorielle de l'emploi, du PIB et des exportations, 1923-2011 (en % du total)



Note : L'industrie comprend ici les industries manufacturière et extractive, la distribution du gaz et de l'électricité ainsi que la construction. Les données sur les exportations ne sont disponibles qu'à partir de 1967.
Source : A. & B. TUIK, Statistical Indicators, 1923-2010 & Turkey's Statistical Yearbook, 2011 ; C. CEPII, base de données CHELEM-Commerce International.

gagne les deux scrutins législatifs suivants (graphique 4). La dérive des finances publiques se traduit par le tarissement des devises, l'arrêt des importations, une inflation galopante et des pénuries, jusque sur les étals des magasins. Menderes est renversé en 1960 par un coup d'État militaire dans un contexte de large mécontentement social.

Graphique 4 – Turquie, élections générales 1950-2011
Pourcentage des sièges à l'assemblée nationale pour le premier parti



Note : Dans l'axe horizontal figurent les initiales du parti suivies de l'année de l'élection.
Source : TUIK, Résultats des élections générales (les législatives).

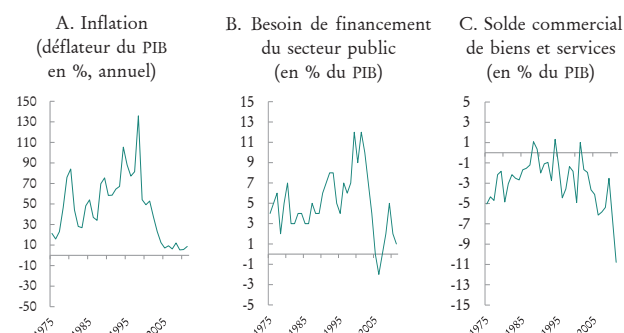
On en revient alors à l'industrialisation par substitution aux importations encadrée par des plans quinquennaux. Cette stratégie permet de pratiquer une économie de marché protégée où la croissance économique est tirée par la demande intérieure. À côté des entreprises publiques, encore puissantes, les entreprises privées pèsent d'un poids de plus en plus lourd et gagnent en taille ; c'est l'époque où prennent corps de gros conglomérats familiaux. De 1950 à 1980, la production est multipliée par cinq et la population par deux. L'essor démographique n'empêche pas le revenu par habitant de doubler lui aussi (tableau 1), sans toutefois réussir un rattrapage par rapport aux économies riches. En 1980, le secteur agricole emploie encore la moitié des actifs pour réaliser un quart de la production nationale (graphique 3). La restructuration sectorielle de l'économie ne se fait pas sans céder à un coûteux clientélisme, notamment dans le monde rural, et aux dérives financières subséquentes qui reprennent dès les années 1970, comme à l'époque du Parti démocrate. S'ensuivent de vives tensions politiques qui se traduisent par des menaces de guerre civile et deux coups d'État militaires, en 1971 et 1980.

1980-2012 : ouverture et croissance

En 1980, les clignotants économiques sont au rouge : le taux d'inflation est de 84%, tandis que les besoins de financement des administrations publiques et le déficit commercial représentent 7% et 5% du PIB (graphique 5). Turgut Özal, vice-premier ministre civil chargé de l'économie dans le gouvernement dirigé par les militaires, impose à la bureaucratie turque une cure d'assainissement et une stratégie de développement axée sur l'essor des exportations : dévaluation de grande ampleur de la livre turque et passage à un régime de change flottant ; réduction du poids économique de l'État par privatisation massive des entreprises publiques et par réduction des subventions à l'agriculture ; libéralisation des importations ; soutien des exportations industrielles à travers des subventions et une baisse des taxes ; encouragement des investissements étrangers. Grâce à ces réformes, le secteur industriel turc renforce son dynamisme. L'entrée de la Turquie en 1996 dans l'union douanière avec l'UE pour les produits industriels couronne l'effort d'adaptation du pays aux normes de production occidentales. Avec ce mode de croissance extravertie, le revenu par tête augmente en Turquie à un rythme nettement supérieur à la moyenne mondiale à partir de 1980.

Mais on en revient vite aux errements passés : politiques fiscales et monétaires pour le moins laxistes, dépenses publiques insoutenables, mauvaise régulation financière ou politiques de change incompatibles... La compétitivité des exportations turques est constamment assurée par la dévaluation du taux de change qui, à son tour, accélère l'inflation. L'instabilité macroéconomique qui en résulte, à partir du milieu des années 1980, est aussi favorisée par une instabilité politique chronique : la décennie 1990 voit se succéder neuf gouvernements de coalition allant parfois des partis de gauche ou de droite modérés au parti de l'extrême droite. En 2001, année de grande récession (chute de 9,5% du PIB), le taux d'inflation dépasse les 50%, la dette atteint 78% du PIB, le système bancaire devient insolvable et la défiance à l'égard de la classe politique est à son comble.

Graphique 5 – Turquie, 1975-2011



Source : A. FMI, base de données IFS ; B. TC Kalkınma Bakanlığı, Ekonomik ve sosyal göstergeler, 1950-2010 ; C. CEPII, base de données CHELEM-Commerce International-PIB.

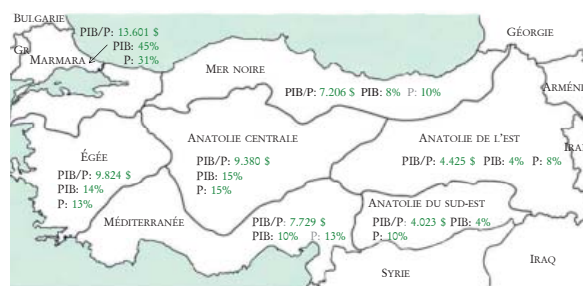
C'est dans ce contexte que le Parti de la justice et du développement (AKP) remporte les élections de 2002. Il obtient 34% des voix mais la majorité au Parlement en vertu du mode de scrutin. Comme le Parti démocrate cinquante ans plus tôt, l'AKP s'adresse prioritairement aux "exclus" de la stratégie du développement, à commencer par les

populations qui, sous l'effet de l'exode rural, se sont massivement installées dans les bidonvilles en périphérie des grandes cités. Puis ce parti élargira son audience grâce aux succès économiques des gouvernements de son leader Recep Tayyip Erdoğan : il sera crédité de 47% des suffrages aux élections de 2007 et de 50% à celles de 2011. Islamistes, les dirigeants de l'AKP sont aussi des pragmatiques, bien convaincus que la prospérité est le meilleur gage de leur maintien au pouvoir. S'affranchissant des dérives des vieilles élites et ne reculant pas devant les nécessaires réformes, ils réussissent, pour sortir le pays de la crise majeure de 2001, à concilier les exigences de la politique de stabilisation prônée par le FMI avec celles induites par la candidature d'adhésion de la Turquie à l'UE. La perspective d'adhésion, par les avancées institutionnelles qu'elle implique, sert d'ancrage externe au pays. La stabilité des prix, objectif prioritaire de la politique économique, est assurée par une politique budgétaire très stricte et un train de mesures visant à assainir les finances publiques, à restructurer et recapitaliser le système bancaire, et à garantir l'indépendance de la banque centrale. Ces réformes du début des années 2000 permettent à la Turquie de rapidement surmonter la crise globale de 2008-2009 et d'enregistrer ensuite des taux de croissance du PIB parmi les plus élevés au monde, après la Chine et l'Inde : 9,2 % en 2010 et 8,5% en 2011. Avec un déficit et une dette publics de 1% et 39% du PIB respectivement en 2011, la Turquie satisfait aux critères de Maastricht. Les exportations turques sont désormais composées à 75% de produits industriels, véhicules automobiles en tête.

4 La croissance turque a toutefois ses revers, qui se traduisent notamment par un fort déficit courant (11% du PIB en 2011) dû à la faiblesse de l'épargne et à une compétitivité structurelle insuffisante. Le secteur informel emploie aujourd'hui 40% des actifs (25%, hors agriculture). La main-d'œuvre connaît des problèmes de qualification. Le taux de participation des femmes à l'activité économique reste très faible (29%). Même si les entreprises anatoliennes contribuent bien davantage qu'hier à l'activité économique, de préoccupantes disparités de développement perdurent entre l'Est et l'Ouest du pays (graphique 6) : le revenu par tête de la région la plus riche de la Turquie, Marmara, est trois fois plus élevé que le revenu de l'Anatolie du Sud-Est, la région la plus pauvre. La région de Marmara concentre à elle seule 45% du PIB et 31% de la population.

La Turquie moderne est à un tournant de son histoire économique et politique. Alors qu'elle s'est longtemps développée en s'inspirant du modèle occidental, c'est sous la conduite de gouvernements

Graphique 6 – Turquie : inégalités régionales en 2008*



* La carte présente les 7 grandes régions de la Turquie avec leurs revenus par tête en dollars courants (PIB/P), leurs poids dans le revenu national (PIB, en %) et leurs parts dans la population totale (P, en %).
Source : TUIK, Comptes régionaux.

"démocrates musulmans" que, depuis le début des années 2000, elle a su profondément se réformer et mettre fin aux errements passés. Ceci davantage sur le plan économique que sur le plan politique.

Les politiques économiques menées dans la dernière décennie ont rendu l'économie turque bien plus robuste que dans les périodes précédentes. Mais la crise de la zone euro et le ralentissement de la croissance en Europe, d'une part, et la grande instabilité qui prévaut aux frontières méridionales et orientales de la Turquie, d'autre part, mettent cette "percée" économique à rude épreuve. En effet, bien que sa part ait significativement diminué dans les exportations turques, l'Europe demeure le principal marché de la Turquie ; et le "printemps arabe" a partiellement mis en cause le redéploiement des échanges en direction des pays arabes. Autre sujet de préoccupation : les penchants autoritaires que manifeste la sphère gouvernementale après dix années de pouvoir et qu'illustrent de récurrentes atteintes à la liberté d'expression. Ces penchants seraient sans doute contenus si la perspective de l'adhésion à l'Union européenne demeurait. Or, l'Europe n'a pas fait progresser les négociations d'adhésion ouvertes depuis 2005.

Dans ce contexte géopolitique, la Turquie se voit contrainte de trouver, à nouveau dans une certaine solitude, le chemin qui lui permettra de poursuivre son rattrapage économique et d'affirmer son statut de puissance régionale.

Deniz Ünal
deniz.unal@cepil.fr

LA LETTRE DU CEPII

© CEPII, PARIS, 2012
RÉDACTION
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
113, rue de Grenelle
75700 Paris SP 07
Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14
Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION :
Agnès Bénassy-Quéré

RÉDACTION EN CHEF :
Gunther Capelle-Blancard

RÉALISATION :
Laure Boivin

DIFFUSION :
DILA
Direction de l'information
légitime et administrative

ABONNEMENT (11 numéros)

France 60 € TTC
Europe 62 € TTC
DOM-TOM (HT, avion éco.)
60,80 € HT
Autres pays (HT, avion éco.)
61,90 € HT
Suppl. avion rapide 0,90 €

Adresser votre commande à :

Direction de l'information légale et administrative (DILA)
23, rue d'Estrées - 75345 Paris cedex 07
commande@ladocumentationfrancaise.fr
tél. : 01 40 15 70 01

Le CEPII est sur le WEB
son adresse : www.cepil.fr
ISSN 0243-1947
CCP n° 1462 AD

15 novembre 2012
Imprimé en France par le
Centre d'Analyse Stratégique

Cette lettre est publiée sous la
responsabilité de la direction du CEPII. Les
opinions qui y sont exprimées sont celles
des auteurs.